

Séminaire n° 67
(8 février 1999)

LES CHEMINS QUI MENENT A LA RUE

Un essai de synthèse sur les processus de production d'enfants de la rue en Afrique noire¹

par

Yves MARGUERAT²

Longtemps inconnu, méconnu, voire nié dans les villes africaines, aujourd'hui omniprésent, le phénomène des enfants et des jeunes de la rue est apparu au grand jour au milieu des années 1980, en particulier avec le "Forum de Grand-Bassam" organisé dans les environs d'Abidjan en mars 1985 par le BICE³ et l'UNICEF, avec la participation d'ENDA-Tiers-monde. C'est là que l'on décida de rompre avec le vieux vocabulaire dépréciatif des jeunes "délinquants" ou -pire encore dans son déterminisme- "pré-délinquants", pour adopter les notions plus neutres d'enfants "dans" et "de" la rue, distinction sommaire mais commode de deux types de situations que l'on rencontre dans les espaces publics du centre des villes. Les premiers -faut-il le rappeler ?- sont contraints à travailler dans la rue pour compléter les ressources insuffisantes de leurs parents (il fut alors démontré, par exemple, que la moitié des jeunes cireurs de chaussures de l'aéroport d'Abidjan étaient soutiens de famille), et restent en relation avec les leurs, au premier chef pour revenir y dormir le soir. Les "vrais" enfants de la rue, jamais très nombreux, se caractérisent, eux, par une situation de rupture plus ou moins totale avec leur parenté et, symboliquement, par le fait de ne plus avoir de toit familial : c'est au plus profond de la nuit, sur certains trottoirs, à l'abri d'un porche, ou bien sous les étals d'un marché ou encore sous les véhicules d'une gare routière que l'on pourra les trouver sans trop de risques d'erreurs (et les dénombrer). Certes, les plus âgés se débrouillent souvent -fût-ce en rackettant les plus petits- pour louer des chambres qui les dispensent de l'inconfort et des dangers de dormir dans la rue ; ils n'en restent pas moins typiquement des marginaux, qui se perçoivent et sont perçus comme tels, parce que leur mode de vie reste dominé par les activités et la sociabilité de la rue, et surtout par la stigmatisation publique qui frappe le monde des exclus. Ajoutons que, tant que le phénomène des enfants marginalisés est encore de faible ampleur, les va-et-vient entre les deux catégories peuvent rester fréquents, mais, à mesure que la situation se détériore, la coupure devient de plus en plus un fossé, que l'on ne franchit plus que dans un seul sens : vers la rue comme mode de vie définitif.

A cette rencontre de Grand-Bassam, j'avais eu à présenter un exposé introductif⁴ issu des conclusions que m'avaient inspiré les premiers débats du noyau initial de MARJUVA⁵ sur la question des origines géographiques et sociales des phénomènes de rejet de certains enfants hors des normes de la société.

¹ La première version de ce texte a été une communication au colloque de Yaoundé "Citadins et ruraux en Afrique à l'aube du III^e millénaire" (UCAC, 29-31 octobre 1998).

² Directeur de recherche en sciences sociales à l'IRD (ex-ORSTOM), secrétaire général de MARJUVA.

³ Bureau international catholique de l'enfance, délégation d'Abidjan (alors dirigée par le regretté RP Louis Allibe).

⁴ "Enfants et jeunes de la rue dans la ville africaine", reproduit in MARJUVA (Y. Marguerat et D. Poitou éd.) : *A l'écoute des enfants de la rue en Afrique Noire*, Paris, Fayard, 1994, 628 p. (pp. 92-104).

⁵ "Marginalisation des jeunes dans la ville africaine", fondé en 1984 comme réseau d'échange entre scientifiques et acteurs de terrain.



Fonds Documentaire IRD
Cote : B * 22063 Ex : 1

Les exemples alors connus permettaient déjà d'élaborer une typologie en six catégories de sources de cette marginalisation -trois d'origine rurale, trois d'origine urbaine-, l'ensemble correspondant à un degré croissant de la déstructuration de la famille, celle-ci se révélant le moteur principal dans ces processus de refoulement des enfants vers les marges. On pouvait ainsi distinguer :

- le "**pupille négligé**" est un enfant sans aucun problème personnel que sa famille rurale envoie en ville se faire scolariser auprès d'un parent plus ou moins proche ; ce dernier ne peut pas s'en occuper, mais il lui est impossible de refuser ouvertement : il va donc rendre la vie impossible à l'enfant pour le forcer à s'en aller de chez lui ;
- le "**migrant inadapté**" est un jeune que la faiblesse des ressources du monde rural oblige à partir tenter sa chance en ville, milieu dont il ignore tout, les règles, les métiers, voire la langue véhiculaire ; il n'a donc guère de chances de bien s'intégrer ;
- le "**rural fugueur**", lui, est parti en rupture avec les siens, donc sans projet de retour : les risques de dérapage vers les comportements délinquants n'en sont que plus tentants ;
- le "**jeune citadin désœuvré**" a quitté l'école faute de pouvoir en assumer les frais, ou en situation d'échec, sans pouvoir entrer dans le monde du travail du fait de son jeune âge ou faute d'argent pour payer son apprentissage ; traînant en bande dans le quartier, il peut se laisser aller à des pratiques dangereuses ;
- le cas des "**enfants abandonnés**" est caractéristique de la dislocation de la famille en milieu urbain, où se multiplient divorces et mères célibataires ; les perturbations psychologiques qui en résultent peuvent être graves ;
- enfin, le "**fils de personne**" est né hors des formes traditionnelles de l'union conjugale (par exemple comme sous-produit de la prostitution) ; de ce fait, il n'est pas pris en charge par les siens, ni matériellement ni moralement ; il cumule en général tous les facteurs de risque.

Avec l'expérience maintenant accumulée par le travail de MARJUVIA sur les jeunes en difficulté en Afrique (et aussi dans le reste du monde), ce schéma s'est-il confirmé ?

Il apparaît que la distinction logique des sources de la marginalisation selon les lieux reste pertinente, comme catégorisation de problèmes sociétaux bien distincts. Ajoutons aussi que, pour l'action sociale, pour les efforts de réinsertion familiale que l'on peut élaborer, l'origine géographique est une question pratique majeure : par exemple, les difficultés pour prendre contact avec la famille ne seront pas les mêmes selon que celle-ci habite le quartier voisin ou bien un village à 500 km, voire dans un autre pays... Surtout, il s'est confirmé que, au-delà des facteurs individuels (toujours essentiels à l'échelle de chacun des cas), la clé des problèmes est dans le type de relations entre le jeune et les siens, c'est-à-dire dans la structure familiale, car, si la seule pauvreté suffisait à rompre les liens entre un enfant et sa famille, ils seraient des dizaines de milliers dans la rue, ce qui n'est pas le cas, nulle part¹.

I - LES JEUNES D'ORIGINE RURALE

Le cas des "pupilles d'origine rurale négligés en ville", qui avait été observé en particulier à Abidjan dans les années 1965 (époque où la scolarisation était encore rare en Côte d'Ivoire) est sans doute moins fréquent aujourd'hui. Cependant, Marie-Thérèse Mengue en a rencontré récemment des exemples typiques à Yaoundé². De nos jours, les campagnes africaines (du moins les moins défavorisées) se sont largement équipées en établissements scolaires, alors que le coût de la vie flambe en ville, en particulier depuis la dévaluation de 1994. On constate donc aujourd'hui une inversion du flux des migrations scolaires : actuellement, les citadins cherchent plutôt à envoyer leurs enfants continuer l'école ou le collège au village, où, qui plus est, on travaille mieux, loin des tentations de la grande ville³.

¹ Sauf sans doute à Nairobi (voir ci-dessous). Malgré les affirmations péremptoires des médias, des mégapoles comme Mexico ou Rio de Janeiro ne comptent que 1 000 à 2 000 vrais enfants de la rue.

² Voir : "Comment en sont-ils arrivés là ?" in *Cahier de Marjuvia* n° 6 (1er semestre 1998), pp. 61-77. Il s'agit d'extraits de son doctorat en anthropologie : *Les jeunes cadets de la rue de Yaoundé*, Paris, 1997.

³ Les résultats au BEPC par établissements dans le Sud du Togo montrent que, à l'exception de quelques institutions privées privilégiées, les taux de réussite sont nettement meilleurs dans les CEG des grosses bourgades que dans la capitale. Par ailleurs, on constate que, par rapport au début des années 1980, dans un

Les **jeunes qui migrent des campagnes** vers les villes restent très nombreux, avec plus ou moins de chances de s'intégrer dans celles-ci. On connaît bien les flux, saisonniers ou de longue durée, qui continuent à drainer les populations des espaces soudano-sahéliens marqués par la sécheresse vers les grandes villes nationales, comme Bamako, Ouagadougou ou Niamey, ou vers les régions côtières plus favorisées. Partout, l'embauche disponible est sans commune mesure avec l'afflux de la main-d'oeuvre potentielle. Comme l'a montré Danièle Poitou dans ses premières études¹, les jeunes arrêtés à Niamey pour des actes de délinquance étaient essentiellement originaires des campagnes nigériennes. Cette origine paysanne des déviants citadins est probablement moins systématique de nos jours, mais, aux yeux de l'opinion publique de toutes les villes, c'est toujours l'exode rural qui est accusé de tous les maux, d'autant plus que les raisons de fuir les campagnes se sont aggravées, depuis la baisse des cours des produits d'exportation jusqu'à la tragédie du Sida, qui décime les adultes dans certaines régions d'Afrique orientale et australe, ce qui multiplie les orphelins dont beaucoup tenteront de trouver refuge dans les villes.

Mais ces migrations ne sont pas toujours le seul effet de l'attrait -objectif ou subjectif- des lumières de la ville : des campagnes relativement riches peuvent aussi **expulser des jeunes** en situation de conflit avec leurs parents. Dans les régions cacaoyères assez prospères des environs de Yaoundé, traditionnellement bien scolarisées et relativement stables, M.-Th. Mengue² a fort bien décrit comment les structures sociales gérontocratiques, qui réservent aux seuls chefs de famille la terre et à ses profits (importants), poussent au départ les "cadets", quand ceux-ci n'ont pas la patience d'attendre que leur père meure et leur laisse enfin un héritage, c'est-à-dire des ressources pour s'assurer l'autonomie que l'école leur a appris à valoriser. Cet auteur décrit aussi fort bien comment la peur de la sorcellerie -arme typique des maîtres d'une société rurale, en particulier quand ils sentent leur position menacée- chasse des villages les jeunes qui ne veulent pas se soumettre. La richesse rurale, surtout quand elle est en perte de vitesse, n'est donc pas nécessairement un facteur de maintien de la cohésion sociale : en aiguisant les convoitises, elle provoque (ou révèle) des tensions internes que contenait l'immobilisme traditionnel.

En fait, on retrouve partout l'**antagonisme entre les vieux**, qui accaparent les pouvoirs (autorité politique, contrôle de la terre, mais aussi de l'accès aux femmes) **et les jeunes** qui n'ont plus la patience d'attendre leur tour en silence et convoitent les biens de consommation que fait miroiter à leurs yeux la civilisation moderne. Ce type de conflit est généralement la cause principale du départ de ceux qu'on a appelés plus haut les "ruraux fugeurs" : c'est avant tout l'autorité (ou le despotisme) des aînés qu'ils fuient³. La ville sera l'exutoire de ces ambitions juvéniles, mais on sait combien une véritable insertion y est difficile, surtout en période de stagnation économique et de rareté de l'emploi. Précisons que la croyance dans le rôle puissant de la "bénédiction" ou de la "malédiction" paternelle est pour le jeune un facteur psychologique non négligeable dans le succès ou l'échec dans ses tentatives d'insertion.

Un cas particulier de ce conflit entre aînés et cadets peut ne pas être dû à l'impatience ou à l'indiscipline des jeunes, mais bien à la cupidité des premiers, par exemple quand, à la mort d'un homme, ses frères accaparent ses champs et refusent plus tard de les rendre à leur neveu parvenu à l'âge d'homme : sans terre, il ne peut vivre au village, donc il doit partir. Ceci, bien sûr, ne se rencontre que dans les régions à forte densité de peuplement, où la terre est insuffisante et l'objet d'une appropriation individualisée. C'est la cas dans certaines parties du Nord-Togo : le foyer de jeunes créé il y a quinze ans à Kara par les prêtres salésiens a recueilli essentiellement des jeunes d'ethnie kabyè, losso ou moba qui avaient quitté leur terroir pour ce motif et survivaient sur les gares routières et les marchés des principales villes de la région.

contexte de fort taux de scolarisation (au moins pour les garçons), le nombre absolu des élèves du primaire à Lomé en 1996 n'a progressé que de 60 %, alors que la population de la ville a augmenté d'au moins 150 %.

¹ Voir "La délinquance juvénile au Niger", *Etudes nigériennes* n° 41, Niamey, IRSH, 1978, 210 p., ainsi que "Approche sociologique de la délinquance juvénile au Niger" in MARJUVIA (1994), op. cit., pp. 414-431.

² Op. cit.

³ Le phénomène peut être très ancien, comme chez les Guiziga des plaines du Nord du Cameroun étudiés par Guy Pontié : les jeunes, corvéables à merci par leurs oncles, ont toujours eu tendance à se déplacer pour fuir cette sujétion, autrefois à l'intérieur même du pays guiziga, depuis les années 1960 vers les zones d'immigration rurale, puis vers les villes. Cf. G. Pontié : *Les Guiziga du Cameroun septentrional : l'organisation traditionnelle et les formes de la contestation*, Paris, ORSTOM, 1973, 255 p.

Autre groupe de raisons pour des enfants et des jeunes de quitter la campagne contre leur gré, les **grandes catastrophes** écologiques et surtout politiques : famine brutale (comme en Ethiopie lors des années de l'empire et de la "Révolution") ou misère diffuse (comme à Madagascar) provoquées par l'incurie des dirigeants, guerres civiles (Angola, Mozambique, Tchad, Mauritanie...) ou anarchie armée des pays où l'Etat s'est plus ou moins effondré (Somalie, Liberia, Sierra Leone), ou encore famine utilisée comme arme politique, comme au Sud-Soudan... Bien sûr, ce sont là les familles tout entières qui sont touchées, qui doivent se réfugier dans des camps ou sur les trottoirs d'une grande ville : à Tananarive, elles sont ainsi des milliers de **victimes de la misère** à camper sous des abris de carton ou de plastique dans tous les recoins de la métropole malgache, vivant de mendicité ou de la fouille des tas d'ordures. Cette population clochardisée, que l'opinion publique appelle avec le plus grand mépris les "*4-mi*"¹, comprend des adultes de tous les âges, des adolescents et de très petits enfants. Pour ceux-ci, qui vivent dans de telles conditions d'extrême précarité matérielle et de familiarité de tous les instants avec la vie des rues, il est évidemment très facile de glisser vers la marginalité de rupture avec les adultes et les normes morales d'une société incapable de leur assurer un minimum vital.

La guerre frappe aussi directement les enfants et les jeunes, d'une part en multipliant les orphelins (à vrai dire, dans les grands génocides de l'Afrique des Grands-Lacs, les enfants ont été massacrés non moins systématiquement que les adultes), d'autre part en projetant au loin, dans la masse des réfugiés, de nombreux jeunes, en général plus audacieux que les familles, qui restent souvent prostrées par leur malheur. On a ainsi vu arriver des adolescents libériens dans tous les pays du Golfe du Bénin, où beaucoup ont, pour survivre, basculé dans la délinquance.

Dans les souffrances induites par les guerres, les enfants de tous âges sont au premier rang des victimes : l'ONG franco-anglaise Mulemba², à Luanda, en a ainsi recueillis beaucoup qui s'étaient réfugiés en ville (ou y avaient été évacués sans aucune famille) au cours des nombreux soubresauts de la guerre civile angolaise, qui ont frappé jusqu'aux portes mêmes de la capitale. Mais par ailleurs, ils en sont de plus en plus souvent **des acteurs**, parfois dès l'âge d'une dizaine d'années : les chefs de guerre d'aujourd'hui, qui n'hésitent pas à ruiner leur patrie pour satisfaire leurs ambitions, ont vite compris quel potentiel militaire représentent les enfants. Que ceux-ci soient vibrants du désir de venger les leurs, tués sous leurs yeux, ou bien qu'ils aient été enlevés, soigneusement déstabilisés psychiquement (entre autre en leur faisant assassiner l'un de leurs parents à l'arme blanche) et reconditionnés en machines de guerre pour foncer docilement sur les mitrailleuses ou les champs de mines de l'ennemi, les enfants-soldats tuent et se font tuer avec la même facilité. Mais quand la paix revient enfin, que faire pour réinsérer les survivants dans la société ? Enny Panizzo³, qui a eu à en soigner à Maputo comme psychologue clinicienne, constate que la société rurale mozambicaine (sans doute moins perturbée que d'autres par une colonisation portugaise brutale mais aux moyens très réduits : le taux de scolarisation était ainsi presque nul dans les campagnes) a conservé de remarquables techniques ancestrales de purgation des séquelles de ces drames : beaucoup de jeunes -dont tout le monde admet qu'ils n'ont commis leurs crimes que sous la contrainte- ont ainsi pu reprendre apparemment sans trop de problèmes leur place dans un monde villageois en pleine renaissance. Mais, à côté de ces reconfortantes réussites, bien d'autres anciens enfants-soldats n'ont pu être récupérés et ont sombré dans le grand banditisme, en ville ou sur les routes : que peuvent faire d'autre ceux que l'on n'a jamais formés à autre chose qu'à l'usage des armes ?

Mais, de plus en plus à mesure que la part des citadins s'accroît dans la population totale, approchant ou dépassant la moitié de celle-ci, les mécanismes qui produisent des enfants de la rue ont leur origine dans ce qui se passe au sein même de la ville.

¹ De la syllabe initiale des verbes signifiant en argot malgache fouiller (dans les ordures), jouer (aux jeux de hasard), se saouler et forniquer. Voir Bobo Ravololomanga : "Travail, mendicité, délinquance : est-ce le circuit obligé des enfants de la rue à Madagascar ?" in *Cahier de Marjuvia* n° 6 (1er semestre 1998), pp. 22-26.

² Voir Françoise Sohm : "Les enfants de la rue à Luanda" in *Cahier de Marjuvia* n° 4 (1er semestre 1997), pp. 50-60.

³ Cf. "Les enfants de la guerre au Mozambique" in *Cahier de Marjuvia* n° 3 (2d semestre 1996), pp. 32-47.

II - LA MARGINALITÉ D'ORIGINE URBAINE

Dans de nombreux cas, on voit continuer à fonctionner dans la ville des croyances et des **pratiques directement venues du milieu rural**, qui aboutissent à des formes d'exclusion, en particulier de certaines catégories d'enfants. Transposées telles quelles dans le mode de vie citadin, elles risquent de s'y exacerber, ne serait-ce que par le fait qu'en ville, la concentration des cas les rend beaucoup plus explosifs que dans l'éparpillement des campagnes, où les "enfants pas comme les autres" ne peuvent que subir et souffrir en silence. Danièle Poitou¹ s'intéresse particulièrement aux "racines culturelles" des processus d'exclusion des enfants, par exemple quand leur naissance ou leur morphologie présentent certains caractères particuliers (albinos, jumeaux, présence d'un sixième doigt...), que la population interprète comme porte-bonheur ici, comme porte-malheur là. Au Niger, le statut des fils premiers-nés signifie ainsi une éducation nettement plus dure que celle des autres enfants (afin, pense-t-on, de les rendre plus aptes à une responsabilité future de chef de famille), si dure qu'elle provoque des ruptures : effectivement, les aînés sont en surnombre significatif parmi les jeunes délinquants qu'elle a observés à Niamey.

Quant aux *godobé*, ces gamins des rues de Bangui décrits par Marie-France Adrien², ils ont souvent été rejetés par leurs géniteurs à cause de conflits entre lignages pour des questions de dot non payée, querelles parfois très anciennes mais qui continuent à empoisonner les relations d'alliance. De ce fait, ni le père ni la mère et leur parentèle respective ne se veulent responsables de l'enfant. Livré à lui-même, celui-ci va désormais mener une vie qui n'hésite pas à enfreindre les interdits que la population redoute (on ne doit pas circuler dans le noir, un enfant ne doit pas regarder un adulte dans les yeux...), renforçant toujours plus son caractère d'étrangeté aux yeux de la population.

En Afrique, la pire des stigmatisations et des causes de rejet social est l'accusation de "sorcellerie", qui frappe le plus souvent des personnes faibles socialement, comme les vieilles femmes seules, mais aussi parfois de très jeunes enfants. Exemple concret à Kinshasa : si une mère de famille fait plusieurs fausses couches successives, on n'hésitera pas, même en milieu apparemment christianisé³, à en imputer la faute à un enfant de 5 ou 6 ans, que l'on chassera de la maison sans pitié ni remords⁴. Ce type d'attitude paraît caractériser surtout les villes d'Afrique centrale (comme Kinshasa ou Brazzaville), où les déviances juvéniles dues à des croyances au surnaturel sont probablement plus fréquentes qu'en Afrique de l'Ouest ou de l'Est, et surtout plus graves car l'état de sorcier (fût-il involontaire et inconscient) y est souvent considéré comme inguérissable. A Bangui, M.-F. Adrien distingue ainsi, à côté des *godobé*, le cas des *ngbati*, perçus comme "possédés" par des forces mauvaises qui expliquent leur comportement gravement asocial. Les familles s'efforcent de les cacher, car elles en ont honte : les *ngbati* sont donc moins visibles que les *godobé*, mais non moins profondément exclus. Il y a tout de même une retombée positive pour les enfants des rues : ces croyances dans les pouvoirs magiques des enfants "pas comme les autres" impressionnent les adultes et donc, selon Francis Gaterre⁵, assurent une certaine protection aux *kimona meso* (les "enfants aux-quatre-yeux") des rues de Brazzaville.

Dans les villes, on peut aussi constater la perversion de très honorables traditions, comme celle des *talibé*, ces élèves des écoles coraniques qui quittent leurs parents pour partir au loin vivre avec leur maître. Ils doivent mendier pour lui, tant pour assurer la subsistance de l'école que pour apprendre une juste humilité et pour permettre aux hommes pieux de remplir leurs devoirs d'aumône. Ce modèle éducatif, comme mécanisme d'intégration d'enfants d'origines diverses

¹ Voir, entre autres, "Les racines de l'exclusion : influence des croyances africaines sur la socialisation de l'enfant des rues" in *Cahier de Marjuvia* n° 2 (1er semestre 1996), pp. 68-72.

² Cf. "L'enfance difficile à Bangui" in *Cahier de Marjuvia* n° 3 (2d semestre 1996), pp. 9-13. Voir aussi MARJUVIA (1994), op. cit., pp. 357-361.

³ Il ne manquera pas de "prédicateurs", dans les nouvelles structures religieuses urbaines, pour confirmer l'origine diabolique du problème, et la nécessité impérieuse de chasser le "coupable" (peut-être plus souvent une fillette qu'un petit garçon - c'est là une hypothèse à vérifier).

⁴ Voir par exemple Frédéric Fritscher : "Qui veut chasser son enfant l'accuse de sorcellerie" in *Cahier de Marjuvia* n° 5 (2d semestre 1997), pp. 113-114.

⁵ "Être un *kimona meso* au beach de Brazzaville" in MARJUVIA (1994), op. cit., pp. 350-356.

assurant une promotion sociale vers les fonctions de direction religieuse de la communauté, fonctionne encore efficacement dans les villes secondaires du Niger, comme Maradi, si l'on en croit Olivier Meunier¹. Par contre, plus à l'ouest, et surtout dans les villes plus grandes, comme Dakar² ou Bamako, le système a visiblement dérapé vers des formes de pure et simple exploitation des enfants, contraints, sous peine de sévices cruels, de ramener chaque jour une somme fixe, par n'importe quel moyen (vol compris), sans plus guère avoir de temps à consacrer à l'instruction religieuse qui devait être au centre de leur vie. Dans ces métropoles, très nombreux sont les enfants marginalisés parce qu'ils ont dû fuir dans la rue la cupidité et la violence de leur marabout (sur lequel ni la communauté des croyants ni les pouvoirs publics n'exercent le moindre contrôle).

Car le milieu urbain en lui-même est facteur d'importantes **modifications de la vie quotidienne et des rapports sociaux**, à commencer par les pratiques éducatives. Un simple exemple : habiter à deux heures d'autobus de son travail (ce qui est banal à Abidjan) oblige un père de famille à partir très tôt le matin pour rentrer tard le soir, et cette absence involontaire lui fait perdre l'essentiel de son rôle éducatif auprès de ses enfants. Surtout, l'essor de la compétition sociale et économique qui caractérise le monde moderne -et avant tout dans les villes- induit le démantèlement progressif des liens traditionnels, faits à la fois de solidarité et de contraintes, de cette "dette" sociale acceptée ou subie. Comme l'a bien démontré Alain Marie³, les citoyens sont de plus en plus contraints à se positionner, bon gré mal gré, comme des individus, à se définir comme sujets par leurs choix, leurs stratégies, mais en général sans aucunement rechercher un individualisme que leur univers culturel continue à réprouver. Les difficultés du temps entraînent donc d'innombrables décompositions et recompositions des rapports sociaux. Ainsi la multiplication des enfants obligés de soutenir financièrement leurs parents (dans la rue, en atelier ou ailleurs), qui bouleverse les relations d'autorité, naguère fondées sur une séniorité incontournable. Quelle autorité peut conserver un père chômeur de longue durée obligé de vivre du travail de ses rejetons (voire grâce à la prostitution de ses filles⁴) ? Il est à craindre que les processus de dissolution des liens sociaux et des modèles éducatifs ne progressent rapidement, dans un "chacun pour soi" généralisé. Le monde de la rue, univers sans lois autres que celle du plus fort et du plus malin, ne serait-il pas le signe avant-coureur de cette anomie qui menace la société urbaine toute entière ?

Quel rôle joue exactement **la pauvreté urbaine** dans la production d'enfants de la rue ? La réponse est certainement beaucoup moins simple qu'on ne l'affirme généralement. Il est certain que les familles les plus pauvres ne sont pas les moins solidaires, et la mise au travail des enfants au profit de tout le groupe renforce plutôt cette cohésion familiale, du moins dans le court terme.

L'un des effets les plus déstructurants de la pauvreté est **l'impossibilité d'assurer la scolarisation** des enfants (d'autant plus que, partout, les politiques ultra-libérales actuellement à la mode imposent, dans le domaine scolaire comme dans celui de la santé, un écart croissant entre un secteur public en décrépitude et des établissements privés efficaces mais d'un coût inaccessible à la plupart, d'où une exacerbation des inégalités sociales). Le fait pour un enfant de

¹ Cf. *Dynamique de l'enseignement coranique au Niger : le cas de la ville de Maradi*. Paris, L'Harmattan, 1997, 283 p. Voir aussi du même auteur : "La situation des élèves coraniques à Maradi" in *Cahier de Marjuvia* n° 4 (1er semestre 1997), pp. 61-70.

² Voir par exemple Groupe ESM : "Mendier à Dakar" et Moctar Kane : "La question des *talibé* : la réponse des marabouts" in MARJUVA (1994), op. cit., pp. 282-293.

³ Cf. surtout le remarquable livre d'Alain Marie (éd.) : *L'Afrique des individus : itinéraires citoyens dans l'Afrique contemporaine*.

Paris, Karthala, 1997, 438 p.

⁴ Voir par exemple Souleymane Ouattara : "*Freshnies et quinzanies* : la prostitution juvénile au secours des familles" in GERICI (A. Marie éd.) : *Paradoxes de l'individualisation dans la société abidjanaise : études de cas en milieu social précarisé*. Abidjan, GIDIS-CI et ORSTOM, 1994, 364 p. multig. (pp. 269-309). Les *freshnies* sont, dans le vocabulaire de leurs clients, des adolescentes bien appétissantes par leur "fraîcheur", les *quinzanies* des filles de 15 ans.

ne pouvoir aller à l'école, comme pour un jeune plus âgé de ne pas pouvoir s'insérer sur le marché du travail, pousse bien sûr de nombreux gamins à faire des bêtises, à s'agréger en bandes de désœuvrés prompts à trouver leur identité dans une "sous-culture" jeune (avec ses langages, comme le *nouchi* d'Abidjan, l'*indubil* à Kinshasa ou le *sheng* de Nairobi) et dans des pratiques plus ou moins délinquantes, à commencer par l'usage des diverses drogues, assez systématique dans les bandes de la rue comme pratique identitaire (de ce fait imposée au nouveau venu) et comme remède à la peur, à l'angoisse, à la douleur, à l'ennui... La grande promiscuité dans le logement, l'inconfort des habitats précaires ont aussi tendance à pousser les enfants à passer dehors le plus de temps possible. La misère peut aussi conduire grands et petits au vol, aux trafics interdits, à la prostitution...

Un autre danger à terme de la grande pauvreté est souvent la **fragilisation des couples** : l'homme s'en va pour fuir des responsabilités qu'il ne peut assumer ; la femme déçue par un mari qui ne peut la faire vivre le plaque pour un autre, un peu mieux loti... Sans parler des effets dévastateurs de l'alcool qui accompagnent souvent le désespoir des adultes, il est certain que la misère a tendance à provoquer la multiplication des recompositions matrimoniales. Celles-ci sont souvent difficiles à vivre pour les enfants, obligés à cohabiter avec un beau-père ou avec une "marâtre" (et les enfants de ceux-ci), d'où d'innombrables occasions de conflit. Du moins quand les enfants du premier lit n'ont pas été tout simplement mis à la porte parce qu'ils gênaient. Un autre effet de ces difficultés de la vie est la multiplication -nouveau- nouveauté inconcevable dans l'Afrique d'autrefois- de femmes chefs de ménage, chargées d'enfants (situation sans doute peu propice à un bon encadrement pédagogique), alors que les revenus de ces foyers sont en général les plus faibles de tous.

Cependant, la pauvreté n'est pas la seule à engendrer des perturbations du modèle familial : la richesse aussi, quand elle s'accompagne du **recul des obligations de partage**. Dans le cas de Lomé, une ville fondée juste avant l'époque coloniale par une bourgeoisie côtière très dynamique et ouverte aux nouveautés, mais très individualiste¹, on constate une instabilité conjugale forte (c'est au moins un tiers des ménages qui divorcent avant que la femme n'ait 45 ans - ce qui est pratiquement un taux européen) et ancienne, dans un contexte de "nucléarisation" des ménages, dont la taille moyenne a baissé de 5,3 personnes au recensement de 1970 à 4,9 à celui de 1981² (le pourcentage des ménages qui comptent de 2 à 6 personnes grimpe de 54 à 58 %). Outre l'effet d'une occidentalisation poussée depuis longtemps, le phénomène n'est sans doute pas provoqué, mais certainement facilité, par la remarquable indépendance économique des femmes, maîtresses du commerce à tous les niveaux, de la petite revendeuse ambulante à la fameuse *nana benz*, importatrice de pagnes sur une échelle industrielle : à Lomé, 25 % des ménages ont pour chef une femme, contre seulement 10 % à Abidjan. Il est frappant de constater que, dans les couches populaires, les mariages se font sans grandes cérémonies (et sans dot depuis longtemps : il n'y a donc rien à rembourser en cas de rupture), et qu'ils se rompent tout aussi facilement. De plus, il existe des migrations féminines distinctes de celles des hommes, qui font de Lomé une des rares villes d'Afrique à avoir une majorité féminine. Au total, la ville compte seulement 43 % de ménages comprenant un couple et des enfants, et 22 % de ménages avec des enfants et un chef sans conjoint, quelle qu'en soit la raison. Les trois-quarts de ces familles monoparentales sont dirigées par une femme.

Les enquêtes auprès des enfants de la rue ont montré que ceux-ci, très majoritairement de naissance citadine (surtout à Lomé, mais aussi dans les villes moyennes qui l'entourent), sont à près de 90 % issus de couples désunis (parfois par la mort, bien plus souvent par

¹ Pour plus d'informations, voir Yves Marguerat : *Lomé, une brève histoire de la capitale du Togo*, Lomé, Haho et Karthala, 1992, 62 p. illustr.

² Le dernier en date, hélas. Une enquête en 1987 avait montré une taille moyenne remontée à 5,5, signe de la solidité des familles devant la crise, capables de garder leurs jeunes sans travail. Une recherche récente (*Enquête démographique et de santé 1998*, Lomé, Direction de la Statistique, 1999, 287 p.) a trouvé à Lomé une taille moyenne des ménages ramenée à 4,8 (5,6 en milieu rural), dont 62 % comptent de 2 à 6 personnes ; 53,8 % seulement des enfants vivent avec leurs deux parents (63,5 % en milieu rural), 27,9 % avec un seul des deux, 18,3 % avec aucun. Pour plus de détails sur le cas du Togo, voir du même auteur : "Les *smallvi* ne sont pas des *gbévouvi* : histoire de la marginalité juvénile à Lomé" in MARJUVIA (1994), op. cit., pp. 248-280.

l'irresponsabilité des adultes), ce qu'eux-mêmes interprètent lucidement comme la cause première de leurs malheurs.

Cette instabilité conjugale est un phénomène ancien à Lomé, et celui des enfants de la rue aussi : j'en connais un qui avait fui une famille disloquée et négligente dès 1945¹. Il est frappant de constater que, jusqu'au milieu des années 1980 (où ils ont été submergés par le nombre des citadins de plus fraîche date), les gamins de la rue² étaient apparentés aux plus grandes familles de la bourgeoisie de Lomé : ils étaient neveux ou cousins de magistrats, de médecins, d'universitaires, d'hommes politiques éminents, mais surtout du côté des "branches mortes", des couples tôt rompus, ou des naissances hors mariage. Ce sont ces vieilles familles, détentrices des terrains urbains et des diplômes valorisés, mais sans solidarité véritable envers ceux qui ne pouvaient se maintenir au même niveau social, qui ont le plus vite adopté le schéma européen de l'instabilité conjugale selon la convenance de chacun. Elles ont ensuite communiqué ce modèle aux néo-citadins : les enquêtes menées ultérieurement auprès des enfants de la rue ont montré des attaches familiales citadines moins prestigieuses, mais toujours aussi nettement éclatées.

L'exemple de Lomé (sans doute assez semblable à ceux d'Accra et de Cotonou) montre avec clarté que le problème des enfants de la rue est un phénomène social avant d'être économique : il ne peut se comprendre que par l'analyse de la société qui l'a produit, et celle-ci ne peut s'approcher sans une bonne connaissance de l'histoire urbaine. Originale pour chaque grande cité, c'est celle-ci qui conduit au développement de formes spécifiques de sociabilité - et aussi d'asocialité.

III - SOCIÉTÉS ET CONTRE-SOCIÉTÉS CITADINES : UN PRODUIT DE L'HISTOIRE URBAINE

Avec l'augmentation du nombre des jeunes de la rue et les autres facteurs d'aggravation de leur situation, apparaît un autre processus : leur structuration plus ou moins poussée en bandes. Celles-ci développent une "contre-culture" dont la marginalité risque fort de se transformer progressivement en asocialité. On assiste ainsi actuellement à l'émergence, au cœur même des grandes villes africaines, de **véritables contre-sociétés**, de plus en plus délinquantes, à terme dangereuses pour la sécurité de tous. L'observation montre qu'elles ont à la fois des similitudes et des caractères singuliers, héritage de la **dynamique historique** de chacune.

L'un des cas les plus significatifs de cette nécessité de l'histoire sociale des villes pour comprendre à la fois l'essence et les marges de leur citadinité est celui de Nairobi. C'est là certainement l'une des capitales d'Afrique -voire du monde- où la situation des enfants marginaux est la plus dure, ce qui les oblige pour survivre à se regrouper non en bandes, mais en véritables "gangs", tous délinquants, et même criminels, remarquablement décrits par Deissy Rodriguez Torres³. Des centaines de ces gangs, de quelques membres à plusieurs dizaines et incluant des filles⁴, se partagent les rues de la ville, volant par la ruse ou la force, agressant et violant⁵. Elles sont soumises à une autorité très dure de la part de leurs leaders, qui maintiennent

¹ Placé dans la première institution publique de réinsertion sociale togolaise (créée en 1949, soit vingt ans avant la plupart des autres pays), il devint ensuite chauffeur de taxi -un métier d'homme attaché à son indépendance-, avec plusieurs épouses successives... et deux fils dans la rue (c'est par eux que je l'ai connu).

² Très peu nombreux : quelques dizaines au plus. La désinvolture des parents qui avaient envoyé dans la rue ces enfants ne concernait qu'une toute petite minorité des citadins.

³ Voir "De la marginalité à la délinquance : les enfants de la rue à Nairobi" in *Cahier de Marjuvia* n° 5 (2d semestre 1997), pp. 51-65, ainsi que "Nairobi : les gangs de la rue en direct", in Georges Héroult et P. Adesanmi (éd.) : *Jeunes, culture de la rue et violence urbaine en Afrique*, Ibadan, IFRA, 1997, 419 p. (pp. 9-82).

⁴ En général prostituées au profit du groupe, tout en vivant en ménage avec ses membres les plus âgés. Il y a maintenant une génération d'enfants de la rue qui sont nés de parents enfants de la rue. Dans son enquête, D. Rodriguez Torres a interviewé un chef de gang de 15 ans qui était dans ce cas et qui venait d'avoir lui-même un bébé : une troisième génération d'enfants de la rue, ce qui est sans doute unique en Afrique (mais que l'on retrouve par exemple en Colombie, autre pays frappé depuis très longtemps par une violence endémique).

⁵ A Nairobi, le métier de gardien de voitures (les "parking boys"), habituellement caractéristique des enfants de la rue (il ne demande ni apprentissage ni capital de départ), n'est exercé que par des enfants "dans" la rue, qui rentrent le soir dans leur taudis familial.

par la force la cohésion sans faille indispensable à la survie du groupe face à la police, aux adultes, aux autres bandes qui convoitent leur territoire... Beaucoup de ces enfants meurent dans la rue, mais pas de maladie : ils sont tués par les forces de l'ordre, par leurs rivaux, par leurs leaders, ou surtout lynchés par la foule, brûlés vifs aux grands cris de joie des honnêtes gens, qui les haïssent autant qu'ils les craignent.

Cette situation particulièrement grave est le produit direct des origines de la ville, il y a juste un siècle. Nairobi a été créée par et pour les Blancs (le Kenya était une colonie de peuplement : grande différence avec les colonies anglaises d'Afrique de l'Ouest, dirigées en *indirect rule*) et leurs auxiliaires, les Indiens. Il fallait bien des Noirs pour les basses besognes, mais on ne voulait en aucun cas qu'ils s'installent à demeure dans la ville : celle-ci était interdite aux familles africaines. Comme il fallait bien tolérer certaines exigences de l'humaine nature, on laissa se développer très tôt une prostitution importante, qui a créé une tradition de femmes chefs de famille (près des trois quarts des ménages dans les immenses bidonvilles qui ont proliféré à la périphérie des beaux quartiers des maîtres de la ville, anglais, puis kenyans). Leur métier emblématique est la prostitution, transmise de mère en fille (comme celles-ci tombent enceintes avant l'âge de 15 ans, on en est pratiquement à six générations de filles-mères prostituées héréditaires), ou bien elles vivent de très modestes activités informelles (souvent illégales, comme la distillation du tord-boyaux local). C'est de ces bidonvilles que viennent 90 % des gosses de ces bandes, nés sans père, laissés seuls tout petits devant leur taudis pendant que la mère est à son travail, jamais scolarisés, chassés ou partis d'eux-mêmes vers l'aventure, les séductions, les dangers du centre-ville. Là, il leur faudra, pour être admis dans un gang, en accepter la "sous-culture" toute baignée de violence, reçue et donnée, devenir membre d'une société perçue comme ennemie par le monde officiel, et qui se conçoit elle aussi comme telle.

Cette situation née d'un *apartheid* urbain volontaire¹ a bien sûr ses équivalents dans les villes d'Afrique du Sud, avec les mêmes causes et les mêmes effets. Mais, dans ce vaste pays, c'est la violence politique qui est aujourd'hui le phénomène dominant : la lutte contre le pouvoir blanc a jeté hors des normes une jeunesse toute entière, pour qui l'école aussi bien que les taxes municipales et les forces de police n'étaient que l'expression haïe d'un ennemi à abattre. Actuellement, la grande défi du pouvoir sud-africain est d'arriver à réinsérer dans la société ces jeunes pour qui l'opposition totale a été pendant si longtemps un mode de vie : la criminalité est naturellement le débouché le plus facile de cette longue culture du refus et de la violence². Bien sûr, la dislocation systématique des familles et la négation de toutes les valeurs des sociétés traditionnelles par la politique de l'*apartheid* ont produit aussi d'innombrables enfants sans attaches, avec tous les problèmes que cela soulève, y compris -cas rare en Afrique Noire, et longtemps soigneusement caché- une prostitution de jeunes garçons (presque tous issus de foyers disloqués, mais dont un quart partage ses gains -importants- avec un parent) pour une clientèle masculine africaine d'origine rurale³ : là, se superposent le mode de vie des travailleurs contraints au célibat obligatoire dans les *hostels* (foyers) des *townships* et l'héritage des civilisations agro-pastorales de type zoulou, qui séparaient nettement la vie des hommes de celle des femmes pendant de longues périodes de leur existence.

La pauvreté est, on l'a vu, un facteur indirect de la déstructuration sociale. Mais **l'appauvrissement**, lui, peut être un élément qui agit directement, d'autant plus fort qu'il est plus brutal. C'est ainsi que l'ensemble des restrictions économiques désignées sous l'appellation de "plans d'ajustement structurel", imposés par les instances monétaires internationales à bon nombre de pays du Tiers-monde, a signifié un recul marqué des services publics (santé, scolarisation, etc.) et de l'emploi salarié, d'où partout une aggravation considérable des conditions de vie de la majorité de la population. Un grand nombre de jeunes se sont ainsi vu fermer toute

¹ Ce sont d'ailleurs des urbanistes sud-africains qui ont dessiné les plans de Nairobi.

² Voir Marc-Antoine de Montclos : "Tsotsi sud-africains et *area boys* nigériens : deux formes de durcissement de la délinquance juvénile dans les villes d'Afrique anglophone" in *Cahier de Marjuvia* n° 2 (1er semestre 1996), pp. 45-50. Voir aussi Eghosa Osaghae : "Umtata : a clearing house for delinquents in South Africa" in G. Héroult et P. Adesanmi, op. cit., pp. 215-242.

³ Selon Jean-Baptiste Onana : "Les enfants prostitués de Johannesburg" in *Cahier de Marjuvia* n° 3 (2d semestre 1996), pp. 27-31.

possibilité de promotion, voire le simple espoir de gagner leur vie par un travail honnête. Beaucoup ont été, *volens nolens*, rejetés vers la marginalité.

Dans un pays comme le Nigeria, de tout temps très remuant et violent¹, les effets ont été particulièrement dévastateurs². Il est vrai que la société avait déjà été profondément déstabilisée par l'euphorie économique des années 1970-80, quand la rente pétrolière avait déversé un flot d'argent dans le pays, ce qui en avait sapé toutes les bases productives (en particulier agricoles), concurrencées par un recours massif aux importations. Les plans d'ajustement structurel de la fin des années 1980 firent l'effet d'une douche froide sur une société urbaine habituée à la consommation ostentatoire la plus effrénée. Les mieux placés se battirent pour maintenir -par n'importe quels moyens- leur niveau de vie ; celui des autres s'effondra, provoquant une flambée de banditisme dans une société déjà habituée à la violence.

Selon Jinmi Adisa³, Lagos est une ville passionnante, sans cesse en mouvement et en mutation, et qui exige donc de chacun de grandes capacités d'adaptation et de débrouillardise : pour y survivre, il faut avoir, explique-t-on, le "sens de la rue", c'est-à-dire tout à la fois être intelligent, pas trop scrupuleux et ne compter sur personne d'autre que sur soi-même. Dans cette gigantesque cité toujours grouillante de monde, et en particulier de jeunes faisant tous les métiers, on a vu, ces dernières années, les *area boys*, les jeunes citadins de Lagos, naguère si fiers de leur origine urbaine (ils se baptisaient eux-mêmes les *omo Eko* : les enfants du [vieux] Lagos) et de leur culture citadine, basculer dans la délinquance urbaine tous azimuts : vols, agressions, rackets, viols, meurtres, et tous les trafics de drogue, de faux papiers, de fausse monnaie... Fortement soumis eux-mêmes à l'usage des drogues les plus dangereuses, ils sont désocialisés à l'extrême : ils ne forment que des bandes peu structurées (plutôt des groupes à géométrie variable), ultra-violentes, avec des modes d'action sommaires (ils n'entretiennent ainsi aucune stratégie de complicité avec les autorités locales des quartiers pour maintenir la sécurité de leurs bases arrières, comme le font traditionnellement les pègres bien organisées)⁴. On est là dans le domaine de la plus grave anomie, le produit d'un éclatement en cours de la société citadine vers une lutte de tous contre tous, par tous les moyens.

Ce facteur de l'**ancienneté** (ou non) des phénomènes de marginalité juvénile est certainement un élément décisif de la compréhension de ce qui se passe aujourd'hui, notamment des formes de structuration des bandes de la rue. A Dakar, Momar Coumba Diop et Ousseynou Faye⁵ expliquent ainsi que les problèmes de marginalisation juvénile remontent aussi loin que l'abolition de l'esclavage, en 1848. Les "Quatre communes" de droit français au Sénégal attirèrent alors beaucoup de jeunes qui avaient été désocialisés pour une raison ou pour une autre (le vocabulaire colonial disait avec inquiétude : "détribalisés"). Certains basculaient dans la délinquance, ce qui amena la création exceptionnellement précoce pour l'Afrique d'institutions de redressement, dès 1888, au succès généralement très limité⁶.

¹ Ravagé pendant presque tout le XIX^e siècle par des guerres féroces. On sait aussi quelles violences ont marqué, de 1967 à 1970, la guerre du Biafra.

² Et amèrement ressentis comme tels : voir la récurrence de ce thème dans les communications des universitaires nigériens in *Urban management and urban violence in Africa* (I. Albert, J. Adisa, T. Agbola et G. Héroult éd.), Ibadan, IFRA, 1994, 343 et 439 p.

³ Voir "Lagos : street culture and families in the street" in G. Héroult et P. Adesanmi, op. cit., pp. 89-136, ainsi que Marc-Antoine de Montclos : "Tsotsi sud-africains et *area boys* nigériens", op. cit. D'après ce dernier, la délinquance est beaucoup plus meurtrière en Afrique du Sud qu'au Nigeria, car il y circule beaucoup plus d'armes automatiques (venues en particulier de la récente guerre civile au Mozambique).

⁴ On retrouve ce comportement fondamentalement suicidaire chez les redoutables *ghettomen* d'Abidjan, selon Eliane de Latour (travaux en cours).

⁵ "Dakar : les jeunes, les autorités et les associations" in G. Héroult et P. Adesanmi, op. cit., pp. 147-208.

⁶ Confiant dans les vertus moralisatrices du travail de la terre, l'Administration confia même, de 1916 à 1926, le soin de rééduquer les jeunes détenus à... une station de recherche agronomique. Ce fut bien sûr un échec complet. Cf. Ibrahima Thioub : "Les écoles pénitentiaires du Sénégal à l'époque coloniale" in *Cahier de Marjuvia* n° 4, pp. 73-74.

Selon ces auteurs, qui s'appuient sur la longue et riche série de mémoires des écoles de travail social de Dakar, les bandes de la rue y sont depuis longtemps fermement structurées, avec des chefs, des territoires, des noms, et surtout une solidarité et une fidélité qui leur donnent leur identité et assurent leur durée. Par contre, à Abidjan, d'après l'étude faite par Alain Sissoko pour la même recherche collective sur les jeunes et la violence urbaine¹, les enfants de la rue, apparus dans les années 1970, mais surtout multipliés dans la période de stagnation économique des années 1980, sont très peu organisés : ils ont appris que le monde est dur et injuste, qu'il est normal d'essayer de reprendre aux gens fortunés les richesses que ceux-ci ont acquises par des moyens présumés malhonnêtes, et que la loi du plus fort est la seule règle de vie dans le monde urbain. Mais ces gamins affirment aussi qu'il faut se battre tout seul, au-delà de collaborations temporaires : avoir des amis, c'est s'exposer à des conflits au moment des partages du butin, à la trahison, à la délation... Dans les rues d'Abidjan, la solidarité des exclus n'est pas encore perçue comme une nécessité pour la survie de tous.

Comment ne pas penser -sans tomber dans la croyance en des automatismes rigides- qu'un élément essentiel des différences de comportement que l'on observe (notamment en matière de structuration en bandes) est l'ancienneté de la présence plus ou moins massive d'enfants dans les rues des grandes villes et des difficultés de survie qui en résultent pour eux ? Encore une fois, le recours à l'histoire des sociétés se révèle un outil incontournable pour l'interprétation des phénomènes du temps présent.

EN GUISE DE CONCLUSION

Ces questions ne sont pas simplement académiques. On constate que, dans toutes les grandes villes d'Afrique (et dans beaucoup de villes moyennes, mais c'est là un domaine très peu connu), sont apparues de nombreuses populations d'enfants et de jeunes de la rue, qui ont tendance à se structurer pour survivre, avec un grand risque de dérapages croissants vers les diverses formes de la délinquance et de la violence, au grand dam de la sécurité de tous. Peut-on laisser faire sans réagir ?

Si l'on pense que non, il est indispensable de chercher à comprendre en profondeur les tendances sociales en jeu qui aboutissent, dans les campagnes et dans les villes d'Afrique (et d'autres continents), à ces processus de marginalisation. Seule une bonne compréhension des processus peut permettre d'agir efficacement. Trop d'actions en faveur des enfants de la rue sont le décalque de schémas préconçus, sans doute fort séduisants mais inadaptés. Quels que soient les beaux principes, on ne peut renvoyer à la campagne un jeune qui n'en vient pas, ou remettre en famille celui qui n'en a pas...

La justesse de l'analyse est un clé du succès. La comparaison de la diversité des situations est ce qui permet le mieux une appréhension fine des réalités auxquelles chacun des acteurs doit faire face si l'on veut répondre au défi de ce legs du XX^e siècle finissant : les enfants perdus des villes d'Afrique.

Résumé du débat

De nombreux exemples ont été cités de pratiques culturelles qui engendrent des processus d'exclusion ou de fragilisation : ainsi les enfants "*abikou*" au Nigeria et au Bénin, nés après plusieurs décès de nouveaux-nés. Pensant qu'ils risquent de vouloir eux aussi rejoindre le monde surnaturel dont ils sont venus, les parents vont les gâter à l'excès et leur éviter toute discipline (rude dans la pédagogie traditionnelle, pour le bien de l'enfant), ce qui aboutit à en faire des jeunes souvent incapables de s'adapter à la société. Tout ceci confirme l'importance d'une solide connaissance anthropologique de la société globale pour comprendre les réalités des enfants marginalisés.

¹ "Abidjan : une situation relativement bien maîtrisée ?" in G. Héroult et P. Adesanmi, op. cit., pp. 247-276. Précisons que la lecture de ce texte ne confirme guère l'optimisme de son titre.